

# Le CDH bruxellois compte sur Céline Fremault

■ Le départ de Milquet, même si la ministre était contestée en interne, laisse un grand vide.

Critiquée, contestée, parfois même isolée au sein de son propre parti, personne n'imaginait cependant la vie au CDH sans Joëlle Milquet. C'est elle qui, en 2002, a lancé le Centre démocrate humaniste sur les cendres encore chaudes d'un vieux PSC (Parti social-chrétien) renvoyé dans l'opposition au fédéral et dans les régions. C'est elle aussi qui a mis le pied des responsables actuels du parti à l'étrier politique.

Ceux-là – les Lutgen, Fremault, Fonck, Prévot, Di Antonio, etc. – ont parfois (souvent ?) voulu dégommer leur ancienne patronne. Parce qu'elle est jugée ingérable, parce qu'elle est dans une spirale médiatique négative depuis les élections de 2014 (en raison, bien sûr, de ses problèmes judiciaires, mais aussi à cause d'une communication parfois défaillante). Mais tuer la mère, ce n'est pas facile. Surtout à Bruxelles.

*"On a clairement un problème de leadership en Région bruxelloise depuis les élections, dit une huile du parti. On l'a encore vu dans le sondage de "La libre". Joëlle*

*Milquet n'est que 14<sup>e</sup> (à Bruxelles et 18<sup>e</sup> en Wallonie, Ndlr) dans le classement des personnalités politiques préférées. C'est un niveau historiquement bas. Mais, en même temps, on sait très bien qu'il est difficile de s'en passer." Essentiellement en raison de son poids électoral.*

Depuis ce lundi, pourtant, la donne a complètement changé. *"On est tous un peu choqué par ce qui lui arrive. C'est une perte pour le parti. Mais, maintenant, on n'a plus le choix." Il va falloir lui trouver un successeur comme numéro 1 à Bruxelles. Et à ce poste, la voie semble dégagée pour la*

*ministre régionale Céline Fremault, en charge notamment de l'Energie, du Logement et de l'Environnement.*

## Manque de visibilité

M<sup>me</sup> Fremault, c'est le choix du président Benoît Lutgen. A 42 ans, elle incarne l'avenir pour les centristes. *"Le problème, c'est son poids électoral, elle ne fait pas assez de voix",* dit un acteur wallon important du parti. Une plus forte visibilité au niveau national pourrait justement améliorer la situation.

Plus largement, d'aucuns estiment que le

CDH bruxellois a besoin d'un "message", de se sentir davantage soutenu par la présidence. Céline Fremault pourrait, par exemple, être officiellement intronisée en étant nommée présidente de l'arrondissement du CDH bruxellois, à l'image, par exemple, de Laurette Onkelinx au PS.

Un Bruxellois pourrait aussi être choisi pour succéder à Joëlle Milquet dans ses compétences ministérielles à la Communauté française, mais l'option est peu probable. Si Marie-Martine Schyns est choisie, un élu de la capitale pourrait alors remplacer la Liégeoise en tant que chef de groupe au Parlement de la communauté française. Cela pourrait alors être Hamza Fassi-Fihri, qui, en outre, pourrait remplacer M<sup>me</sup> Milquet comme leader des centristes à la ville de Bruxelles. En tout cas, entend-on, *"il est difficile de ne rien faire pour Bruxelles"*.

Cela dit, le manque de personnalités fortes au CDH est un problème généralisé. Le dernier sondage de "La Libre" a mis en exerce que plus aucune personnalité humaniste n'apparaît dans les tops 10 wallon et bruxellois. Et seuls Benoît Lutgen et Joëlle Milquet apparaissent péniblement dans les tops 20. Le mal est profond. La démission de M<sup>me</sup> Milquet n'en est que plus douloureuse.

A. C.

# Un sentiment d'acharnement domine au CDH

■ Chez les centristes, on estime le dossier à charge de M<sup>me</sup> Milquet très léger.

Récit Antoine Clevers

Le coup de massue est tombé au retour des vacances. C'est jeudi dernier, après quelques jours passés au Maroc en famille, que Joëlle Milquet découvre dans sa boîte le recommandé lui signifiant son inculpation.

A la rue des Deux Eglises, siège du CDH, la seule personne qu'elle prévient, c'est évidemment le président Benoît Lutgen. S'ensuit une série de contacts durant le week-end, notamment avec le vice-président wallon Maxime Prévot et le secrétaire général du parti Eric Poncin, pour "préparer le fond". Tout de suite, la démission semble inéluctable. "Il n'y a pas d'autre option", constate Joëlle Milquet elle-même. Benoît Lutgen abonde. La démission "n'a fait aucun doute". Mais elle laisse, chez les centristes, un goût particulièrement amer.

"Quand on voit ce qui est écrit dans le dossier, ça fait rire tout le monde judiciaire." Cet avis est largement partagé au CDH où on pointe plusieurs éléments, dont "le timing".

**"C'est très interpellant"**

Le conseiller de la cour d'appel, Frédéric Lugentz, à qui a été confiée l'instruction du dossier en janvier 2015, va quitter ses fonctions le 15 avril et pré-

ter serment à la Cour de cassation. Or, l'instruction n'est pas terminée. Mais en inculpant M<sup>me</sup> Milquet, le conseiller a lié son successeur. "Dans un tel cas, jamais il n'aurait inculpé un citoyen lambda. Jamais! Il aurait simplement transmis le dossier à son successeur. C'est très interpellant."

Au CDH, on dénonce aussi une "instruction menée uniquement à charge et pas à décharge". "Le chef d'inculpation, c'est 'prise d'intérêts'. On ne parle même pas d'emplois fictifs. Il y a eu des interrogatoires, des perquisitions où l'on a tout retourné. Pour rien..." Dès le mercredi 17 février, alors qu'on apprenait que M<sup>me</sup> Milquet avait été longuement auditionnée par la justice, on estimait au CDH que les charges qui pesaient contre elle étaient très légères. Aujourd'hui, on n'hésite plus à parler d'"acharnement". "Le conseiller instructeur voulait se faire un ministre avant son départ", dénonce un ténor.

Ce lundi matin, alors que la rentrée des classes venait de sonner, la toute grande majorité des humanistes ignoraient encore que "leur" ministre de l'Enseignement et de la Culture allait tenir une conférence de presse à 10h15 pour annoncer sa démission. L'invitation presse est lancée à 9h10. Et très vite, la rumeur se répand. Les humanistes apprennent peu à peu la nouvelle via les réseaux sociaux, alors qu'ils sont en route vers le bureau de parti, programmé à 11h à Namur. Le comité restreint, qui réunit les ministres et les chefs de groupe du parti, a, lui, commencé à 10h. Benoît Lutgen y lit le communiqué de presse qu'il a préparé

pendant le week-end. Le texte est discuté, amendé. Le président fait ensuite le point lors d'un bureau de parti "chargé en émotion". Il explique la situation. Tout le monde convient qu'il n'y a pas d'alternative

à la démission. "Rester en place aurait été intenable. Pour elle et pour le parti." "Le plus important, c'était de préserver la fonction et les projets en cours", dont le très attendu Pacte d'excellence.

**Condamnation politique**

Le bureau exprime son respect "pour le choix posé par Joëlle Milquet de démissionner".

C'est pour cette raison que les mandataires présents se présenteront rassemblés derrière Benoît Lutgen lorsque celui-ci lira en direct dans les JT de 13h la réaction officielle du parti. Et le Bastognard d'utiliser des termes forts, parlant de "moments particulièrement difficiles et injustes pour elle". Mais, au parti, on assure ne pas vouloir s'immiscer dans le travail de la justice.

Il n'empêche, "en regard du dossier, je pensais vraiment qu'elle n'aurait rien. Et je continue à croire que ça se terminera sur un non-lieu", dit l'un. "Sauf éléments nouveaux, elle ne peut pas être condamnée pour ça", poursuit un autre. Qui constate que Joëlle Milquet "a d'ores et déjà été condamnée politiquement".

**"Le conseiller instructeur voulait se faire un ministre avant son départ."**

UN TÉNOR CDH